

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article603>

Racisme en France : le rapport 2007 de l'ENAR

- Repères - Débattre -

Date de parution : 11 octobre 2008

Date de mise en ligne : mercredi 11 mars 2009

Mis à jour le : mercredi 11 mars 2009

UGTG.org

L'UGTG met en ligne le résumé du rapport 2007 de l'ENAR sur le racisme en France en précisant bien que :

- ▀ comme l'indiquent les auteurs de ce rapport, il n'existe pas de statistiques précises sur les victimes (seul le sommet de l'iceberg apparaît) ;
- ▀ ce rapport ne porte pas sur la Guadeloupe (pas plus que sur l'autre colonie voisine, la Martinique)...

Sur ce point : Les alliances et entreprises blanches de Jarry, Moudong & Destrelan fournissent une première indication...

« Le racisme et les discriminations sont toujours une réalité dans notre société française en 2007 et peuvent s'appréhender à plusieurs niveaux.

Se concentrer sur les communautés les plus vulnérables au racisme est indispensable pour pouvoir mieux protéger ces populations, mais l'identification reste complexe. En l'absence de statistiques précises sur les victimes de ces phénomènes, les discriminations à l'égard de certaines communautés sont néanmoins clairement identifiables :

- Les Roms, essentiellement venus de Roumanie et de Bulgarie et les Gens du voyage sont toujours victimes de nombreux préjugés, d'attitudes de rejet au sein de la société et font fréquemment l'objet de discriminations spécifiques, que ce soit en matière d'habitat et de logement, de la non application de la loi Besson de juillet 2000 pour les personnes vivant en caravanes ou encore d'inscriptions des enfants dans les établissements scolaires.
- Les étrangers en situation irrégulière sont toujours plus stigmatisés et victimes d'une politique très répressive en matière d'immigration. Ils évoluent dans un contexte où les arrestations massives dirigées par les forces de l'ordre sont de plus en plus fréquentes afin de répondre à des objectifs gouvernementaux d'expulsion du territoire. Ce climat de terreur policière se conjugue avec une situation sociale très dégradée : la relégation dans les quartiers les plus défavorisés, dans des logements insalubres et l'exercice d'emplois difficiles et sous-payés.

Progressivement le gouvernement met en place des mesures que l'on peut qualifier de honteuses vis-à-vis de ces immigrés, tournant à une véritable xénophobie d'Etat : contrats « publics » qui confondent intégration et assimilation, mesures restrictives du regroupement familial avec la possibilité de recours à des tests ADN prouvant la filiation, ou encore renvois d'étrangers malades dans des pays où ils ne peuvent se faire soigner.

- Les « maghrébins », « arabes » ou « musulmans » sont trop souvent confondus, ce qui témoigne d'une méconnaissance profonde et de nombreux préjugés à l'égard de l'Islam. Suspectés a priori d'extrémisme, voire de terrorisme compte tenu de certains contextes

internationaux, ces populations subissent des mesures de profilage racial et des contrôles au faciès.

- Les jeunes de banlieues issus de l'immigration, sont collectivement identifiés par nombre de leurs concitoyens mais aussi par certains hommes politiques comme les responsables de nombreux troubles qui se sont produits ces dernières années. A cette stigmatisation constante s'ajoute de nombreuses discriminations qui se cumulent, tant dans l'emploi que l'éducation ou le logement.

Un processus cumulatif de phénomènes trouvant leur origine dans le racisme et les discriminations conduit à une réelle exclusion sociale.

C'est en effet dans tous les domaines de la vie sociale que se vivent ces discriminations :

- L'emploi est le secteur le plus touché par ces phénomènes. Les sondages réalisés montrent bien que les jeunes immigrés ou enfants de familles immigrées ont beaucoup plus de difficultés à se faire embaucher. Outre le recrutement, c'est aussi du point de vue du chômage mais également des revenus que les inégalités se comptabilisent.
- Le logement est également un secteur très problématique dans la mesure où la pénurie de logements sociaux entraîne des situations de grande précarité auxquelles les étrangers sont davantage confrontés.
- L'école « publique » qui devrait normalement réparer ces injustices ne fait que reproduire des schémas inégalitaires. Encore une fois les enfants d'étrangers sont moins bien lotis : ils obtiennent de moins bons résultats et décrochent plus vite du système éducatif.

Or une société démocratique ne peut tolérer de laisser de côté des franges entières de la population. C'est normalement à l'Etat qu'incombe la mission de réparer ces injustices. Mais si au sein de l'opinion publique on mesure une tendance à la « décriation » à l'égard des étrangers, le resserrement semblerait se produire au niveau étatique. Progressivement se développent de manière complexe des discours stigmatisants et s'instaurent des lois, des directives et circulaires qui vont clairement à l'encontre de la dignité de nombreux de nos concitoyens, résidents ou nationaux. Les immigrés en situation irrégulière en sont les premières victimes, mais ce phénomène frappe désormais généralement tous les étrangers. En parallèle, la mise en place de certaines mesures économiques et sociales ne fait qu'accroître les inégalités. Et c'est souvent dans ces contextes de fortes préoccupations, voire de crises que les manifestations de racisme et de discriminations se développent.

En 2007, la situation est particulièrement préoccupante car résultant d'une imbrication de manifestations de racisme qui opèrent tant à l'échelle individuelle que sociale dans de nombreux domaines. Au niveau collectif, c'est l'ancrage persistant de préjugés et le développement, au plus haut niveau, d'une idéologie xénophobe qui nous préoccupe. »

| Sources : [LDH Toulon](#) & [ENAR](#)

[-] Lire sur ce site : ["Nous sommes les indignés de la République !"](#)